

Bulletin d'histoire politique

J.L. Granatstein, Who killed Canadian history?, Harper Collins ed., Toronto, 1998, 156 p.

Félix Bouvier



Volume 7, numéro 2, hiver 1999

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1060332ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1060332ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Bulletin d'histoire politique
Comeau & Nadeau Éditeurs

ISSN

1201-0421 (imprimé)

1929-7653 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bouvier, F. (1999). Compte rendu de [J.L. Granatstein, Who killed Canadian history?, Harper Collins ed., Toronto, 1998, 156 p.] *Bulletin d'histoire politique*, 7(2), 156–158. <https://doi.org/10.7202/1060332ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1999

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

érudit

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

J.L. Granatstein, *Who killed Canadian history?*, Harper Collins ed., Toronto, 1998, 156 p.

J.L. Granatstein lance un cri d'alarme. Il se demande, c'est là son titre, qui a tué l'histoire canadienne? Entendons-nous, il traite ainsi de l'histoire canadienne politique et militaire qui saurait unifier les Canadiens d'un océan à l'autre. Il constate, sondages en références, que les Canadiens connaissent bien peu leur histoire commune et que, ce faisant, l'avenir de ce pays qu'il chérit est en danger.

Les coupables détectés sont nombreux. Au premier chef viennent les ministères provinciaux de l'Éducation qui pratiquent, comme autant d'esprits de clocher, différents contenus régionalistes, tout en se fiant à leurs fonctionnaires qui défendent une approche non élitiste de l'éducation en général et de l'histoire en particulier.

Les communautés ethniques et leurs exigences de ne pas se faire offenser par l'histoire, nées en même temps que le multiculturalisme canadien, sont aussi au ban des accusés. Les commissions scolaires sont coupables, pour leur part, d'avoir cédé aux pressions de rectitude politique qui font en sorte que l'enseignement est dénué d'apprentissages sérieux, comprenons par là l'histoire comme il l'entend. Les médias qui cherchent seulement les scandales et une nouvelle approche du passé sont aussi mis en cause, de telle sorte que les faits regorgent sous leurs lumières de demi-vérités et nourrissent le cynisme.

Granatstein a aussi une dent, que l'on sent sérieuse, contre les départements d'histoire universitaires de l'ensemble canadien pour leurs guerres intestines entre la vieille et la nouvelle histoire qui ont, selon lui, détruit l'histoire comme discipline sérieuse, tout particulièrement dans le champ précis de l'histoire canadienne. La cause principale, provient de l'histoire sociale fragmentée qu'il perçoit souvent comme inutile, ou du moins comme nuisible à l'histoire synthèse fondamentale qu'il voudrait voir diffuser beaucoup plus uniformément d'un océan à l'autre. D'ailleurs, il pourfend au passage les presses universitaires et les organismes gérant les fonds de recherche qui contribuent à la diffusion d'ouvrages illisibles portant sur des sujets minuscules d'histoire sociale justement.

Enfin, il blâme le gouvernement fédéral pour son manque de courage à passer au-dessus des provinces et à imposer des contenus d'apprentissages

historiques communs qui donneraient à tous le sens du passé canadien glorieux, tout en les préparant à un futur merveilleux.

Pour ce qui est de la question du Québec, Granatstein note que ce sont les conscriptions qui lui ont été imposées au cours des deux guerres mondiales qui sont historiquement la cause de l'importance qu'ont prises ses revendications autonomistes et indépendantistes. S'il ajoutait à cela la loi des mesures de guerres, il ne serait pas loin de la vérité pour ce qui concerne le vingtième siècle et les principales blessures infligées par la majorité canadienne-anglaise à la majorité francophone du Québec, blessures jamais cicatrisées dans l'inconscient collectif québécois.

Pour Granatstein, il ne faut pas insister sur ces plaies historiques, non plus que sur celles faites aux Japonais de la côte Ouest entre 1939 et 1945, par exemple. Pour lui, il faut plutôt que le Canada trouve le moyen de mettre en évidence les côtés positifs et grandioses de son histoire et qu'il les enseigne aux différents niveaux d'études.

Aussi, l'auteur trouve aberrant qu'un étudiant universitaire canadien puisse se rendre jusqu'au doctorat en histoire de l'antiquité ou autre sans avoir de solides pré-requis en histoire canadienne pour peu que le petit nombre de cours dans ce domaine qu'il ait dû suivre avant la maîtrise se soit déroulé en histoire sociale portant sur de micro-sujets, de peu d'intérêt finalement.

Pour lui, la nation canadienne est condamnée à être fragmentée si ses habitants n'ont pas une armature culturelle commune, ce qui passe à la base par une connaissance de l'histoire. Pour cela, il veut qu'elle soit enseignée de façon ordonnée, méthodique et chronologique aux différents niveaux scolaires. Il désire que cet enseignement insiste sur les grandes réussites et les faits d'armes canadiens tout en les situant correctement dans le contexte continental, occidental et mondial où ils se sont produits.

L'auteur consacre tout un chapitre à chercher à mettre en évidence que les efforts consentis par le Canada au cours des deux guerres mondiales, en particulier la seconde, ne sont pas assez connus ou reconnus par les jeunes Canadiens. Pour lui, c'est là que le Canada industrialisé prospère, libre et toujours à la recherche de son unité s'est créé. Cela n'est pas assez su et doit être diffusé davantage par l'enseignement.

En somme, le point de vue de Granatstein sur l'histoire canadienne est profondément conservateur. Comme on l'a vu, il en a sérieusement contre l'histoire sociale, tout comme il en a contre l'histoire progressiste, qui s'intéresse à l'histoire des femmes, des minorités ethniques etc... Il insiste beaucoup sur l'importance qui doit être donnée à l'histoire politique, constitutionnelle et militaire. Là où il a raison cependant, c'est lorsqu'il dit qu'il faut revenir à une histoire synthèse. Il faudrait que cela englobe

l'histoire sociale, qu'il y ait évolution vers une fusion éventuellement harmonieuse de ces deux types d'histoire.

Ce n'est toutefois pas là la seule conclusion de celui qui voudrait voir émerger un nouveau Creighton qui saurait redonner ses lettres de noblesses à l'histoire universitaire, politique et générale largement diffusée. Pour Granatstein, encore une fois, il faut que l'histoire canadienne soit enseignée uniformément, partout au Canada, tant au primaire qu'au secondaire. Pour ce faire, il implore le gouvernement fédéral de trouver des moyens pour passer au-dessus des ministères de l'Éducation des provinces. En cela, il perçoit une lueur d'espoir lorsqu'il commente les politiques du gouvernement Chrétien au cours des dernières années... Il propose aussi la création, par le gouvernement fédéral, d'un centre universitaire de l'histoire canadienne. Il ne le dit pas explicitement, mais on sent qu'il ne serait pas du tout contre un peu de propagande positive, ou à tout le moins, et cela est régulièrement écrit clairement, pour que l'on mette au placard les côtés sombres de l'histoire canadienne.

Par ailleurs, il est intéressant de noter que le Québec vient de se doter d'une politique de l'enseignement de l'histoire aux niveaux primaire et secondaire qui se rapproche sensiblement, à certains égards, de ce que l'auteur de «Who killed Canadian history?» demande pour l'ensemble du Canada. Est-ce à dire que le Québec répond davantage que le Canada anglais, à ce niveau aussi, à la définition de ce qu'est une nation? Il n'y a là qu'un pas que Granatstein ne saurait évidemment franchir.

Félix Bouvier,
Historien et professeur d'histoire

Hector Laferté, *Derrière le trône. Mémoire d'un parlementaire québécois, 1936-1958*, Sillery, Les Éditions du Septentrion, 1998, 466 p.

L'historien Jean Hamelin, décédé récemment, disait: «C'est par la petite histoire qu'on aborde la grande». Sans vouloir défendre outre mesure l'histoire événementielle, on peut dire que les petits événements de tous les jours servent à interpréter et à comprendre les mouvements historiques de plus grande amplitude. Les mémoires de Laferté sont de la petite histoire, mais ils sont très utiles pour comprendre le fonctionnement de nos institutions parlementaires et pour connaître les motivations de nos hommes publics. En outre, l'historien ne saurait concevoir sa tâche sans le recours à des témoignages qui lui permettent d'établir les faits. Mais ces témoignages